



HOLD-UP SUR LA RÉPUBLIQUE : LE PLAN DU MEDEF POUR DÉPECER LE SERVICE PUBLIC

Le plan du Medef n'est pas une analyse économique, c'est un manifeste idéologique. Sous le vernis de la "relance" et de la "modernité", ce collectif patronal nous sert un projet caustique : démanteler les services publics, précariser leurs agents, et livrer les missions de l'État aux mains du secteur privé. Loin d'être un remède pour la France, ce plan est un hold-up sur l'intérêt général.

UNE ARNAQUE CHIFFRÉE POUR UN AGENDA CACHÉ

L'argument massue du Medef est d'une simplicité désarmante : nous aurions un excédent d'1,5 million de fonctionnaires par rapport à la moyenne européenne. C'est une manipulation statistique grossière. Cette comparaison fallacieuse omet volontairement une réalité fondamentale : en France, nous avons fait le choix politique d'un modèle de société où l'État assume directement la gestion des hôpitaux, des écoles et de nombreux services sociaux. À l'inverse, en Allemagne, la plupart des hôpitaux sont des fondations privées ou des associations. Comparer les effectifs des deux pays sans tenir compte de ces modèles radicalement différents, c'est comme comparer des pommes et des oranges en prétendant qu'elles ont le même goût.

LA PRÉCARITÉ COMME MODÈLE DE GESTION

Le Medef ne se contente pas de tailler dans les effectifs ; il veut aussi s'attaquer au statut de l'emploi. En réservant le statut de fonctionnaire aux seules missions régaliennes, il ouvre la voie à la généralisation des contrats de droit privé pour tous les autres agents. C'est le rêve du patronat : la précarité généralisée. Comment demander à un infirmier, à un enseignant ou à un agent d'entretien de donner le meilleur de lui-même si son emploi est sans garantie et que son avenir est suspendu à un CDD ? Cette politique ne créerait pas de "flexibilité", mais une démotivation massive et une perte d'expertise systémique. Le service public n'est pas une entreprise où le turnover est une vertu.

UN HOLD-UP SUR LES SALAIRES ET LA DIGNITÉ

Le cynisme du Medef culmine dans ses propositions sur les rémunérations. Le gel du point d'indice et le moratoire sur les avancements de carrière ne sont pas des mesures d'efficacité, ce sont des mesures de punition. Le Medef veut simplement recommencer une politique déjà éprouvée qui a fait reculer le pouvoir d'achat des fonctionnaires.

La **CGT** le martèle : la politique de gel du point d'indice n'est pas une fatalité économique, mais un choix politique qui a volontairement et durablement appauvri les agents publics. Les chiffres ne mentent pas. Selon les rapports de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP) et les analyses de l'INSEE, le point d'indice a subi une érosion continue de sa valeur réelle face à l'inflation. Le résultat ? Une perte de pouvoir d'achat qui atteint près de 22 % depuis 2000. Loin d'être une simple stagnation, cette baisse est une véritable saignée financière qui a déclassée des métiers entiers et fragilisé des millions de foyers. C'est un déni de reconnaissance pour celles et ceux qui assurent quotidiennement les missions essentielles de la République.

L'ÉTAT, NOUVEAU MARCHÉ À CONQUÉRIR

Au-delà des économies, le Medef ne cache pas ses véritables intentions : démanteler le service public pour ouvrir des marchés lucratifs. La réduction massive des effectifs n'est pas un but en soi, mais une étape. Ces missions seront ensuite confiées à des entreprises privées qui pourront facturer grassement des services que nous financions déjà par nos impôts. Le plan du Medef est une opération de dépeçage : on enlève la carapace protectrice du service public pour en livrer les morceaux à l'appétit du secteur privé. L'argent public ne sera pas économisé, il sera simplement transféré du budget de la fonction publique vers le chiffre d'affaires des entreprises. C'est le triomphe de la logique du profit sur la logique de l'intérêt général.

NOS CONTRE-PROPOSITIONS : POUR UN SERVICE PUBLIC AU SERVICE DU PEUPLE

FACE À L'ARNAQUE CHIFFRÉE, NOUS RÉPONDONS PAR L'INVESTISSEMENT !

Nous ne voulons pas d'un État au rabais, mais d'un État fort qui assure les services essentiels. Notre contre-proposition est simple : un plan d'investissement massif dans les hôpitaux publics, l'Éducation nationale et les services sociaux de proximité, pour répondre aux besoins réels de la population, et non aux fantasmes comptables du patronat.

FACE À LA PRÉCARITÉ, NOUS RÉPONDONS PAR LE STATUT !

Nous refusons la généralisation des contrats de droit privé qui dévalorise et fragilise les métiers. Notre contre-proposition est de défendre et de renforcer le statut de la fonction publique, qui est la seule garantie d'une carrière stable, d'une expertise reconnue et d'une continuité dans la qualité des services. Le service public n'est pas un marché, c'est un métier !

FACE AU HOLD-UP SUR LES SALAIRES, NOUS RÉPONDONS PAR LA REVALORISATION !

Nous exigeons la fin immédiate du gel du point d'indice et une revalorisation significative des salaires des agents. Notre contre-proposition est une augmentation immédiate de 10 % du point d'indice pour rattraper le décrochage salarial et une indexation automatique sur l'inflation. Nous exigeons une reconnaissance juste de l'engagement des fonctionnaires au quotidien.

FACE À LA PRIVATISATION, NOUS RÉPONDONS PAR LE BIEN COMMUN !

Nous refusons de voir les missions d'intérêt général devenir un terrain de jeu pour le profit. Notre contre-proposition est de sanctuariser les services publics essentiels et de réintégrer les missions déjà privatisées. Le service public appartient à tous et doit le rester.

FACE À L'AUSTÉRITÉ FISCALE, NOUS RÉPONDONS PAR LA JUSTICE !

Le plan du Medef cherche à faire payer la note aux travailleurs et aux agents publics. Nous refusons cette logique de casse sociale. La solution n'est pas de tailler dans les dépenses essentielles, mais de faire contribuer celles et ceux qui ont accumulé d'immenses richesses. Notre contre-proposition est d'établir une fiscalité réellement progressive : une taxe sur les transactions financières, une augmentation de l'impôt sur les sociétés pour les grands groupes et la mise en place d'un impôt juste sur les très hauts revenus et les patrimoines. L'argent ne manque pas dans ce pays, il est simplement mal réparti.

